

CONTRIBUTION DU SAEP À LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP

Sur sa proposition de modalités de calcul et de mise en œuvre de la péréquation entre entreprises de presse

Dans la mesure où il ne fait pas de doute que l'ARCEP exécutera les décisions prises par les patrons des groupes de presse quotidienne contrôlés par les stars du CAC 40, il n'y a guère d'intérêt à se prononcer sur les modalités de calcul d'une éventuelle péréquation.

Il reste en revanche intéressant d'explorer les voies de recours permettant de mettre fin à cette pratique qui consiste pour le parlement à voter des lois qui institutionnalisent une pratique qui autorise à voler aux pauvres pour donner aux riches.

En l'occurrence, comme le démontre MLP dans sa contribution sur le même thème, les surcoûts de la distribution de la presse quotidienne sont déjà intégralement couverts par les subventions directes accordées par l'État à France Messagerie.

En conséquence, la péréquation ne peut être considérée que comme une contribution permettant à France Messagerie de s'engager dans des pratiques de concurrence déloyale avec la messagerie coopérative.

Le paiement par les éditeurs de MLP d'une telle contribution ne fait que retarder l'assainissement du marché de la distribution de la presse, pourtant voulue par le législateur en 2019, en dissuadant l'émergence de nouveaux acteurs, condition indispensable à l'instauration d'une saine compétition basée sur les performances de gestion.

La distribution de la presse ne peut plus assumer que son organisation par les pouvoirs publics repose sur l'obtention de passe droits, la mise en œuvre de détournements de fonds publics, hier comme aujourd'hui, assumés et tolérés par les autorités chargées de la régulation et du contrôle et la mise en place d'un système de co dépendance entre le politique et les média d'information générale.

Alors que la pandémie a permis l'explosion des abonnements numériques autour des marques des quotidiens, que les mesures européennes commencent à assurer une juste rémunération des droits voisins pour la presse IPG, la péréquation apparaît comme un vestige d'ancien régime, une gabelle méprisable dont le tiers-état des éditeurs de magazines ferait bien de revendiquer qu'elle soit menée à l'échafaud.